

ACP/84/043/11[CL/fk]

Bruxelles, 7 octobre 2011

REFERENCE Développement économique durable et commerce
Tr:ETS/Rév:DN

***Atelier sur la promotion de partenariats sur les nouvelles sources d'énergie
dans les pays ACP et les réactions judicieuses face aux changements
climatiques et***

Réunion préparatoire à la 17^e Conférence de la CCNUCC à Durban

14-16 novembre 2011, Maison ACP, Bruxelles (Belgique)

Projet de programme

Jour 1	
08:30 – 09:00	Inscription
09:00 – 09:05	Accueil
09:05 – 09:20	Discours d'ouverture S.E. M. Mohamed Ibn Chambas , Secrétaire général
09:20 – 10:00	<i>AMNA et TEC dans les pays ACP : Enjeux, opportunités et état des lieux</i> Martin Zwanenburg , Consultants BizClim <i>Quel avenir pour les biocarburants dans les pays ACP ?</i> Mme Meghan Sapp , Secrétaire générale, PANGEA <i>L'avenir de l'énergie éolienne : contraintes et opportunités</i> Hermann Oelsner , Président, African Wind Energy Association
10:00 – 10:40	<i>Soutien aux solutions favorisant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et aux investissements dans ce domaine</i> M. Mahama Kappiah , Directeur exécutif du CEREE Mme Sue Canney Davison , Directrice PIPAL (Kenya)

	<p>Paul van Aalst, <i>Directeur E+Co Europe</i></p> <p>Christophe Yvetot, Chef du bureau de l'ONUDI à Bruxelles</p>	
10:40 – 11:30	<p><i>Le point de vue du secteur privé sur l'utilité des PPPs pour accroître les investissements dans le domaine des énergies renouvelables</i></p> <p>Joseph Nganga, Renewable Energy Ventures Ltd. (Kenya)</p> <p>Rafael Campillo Lorenzo, International Relations, Solara Energías Renovables (Spain)</p> <p>Karim Megherbi, Président, HELIOS (France)</p> <p>Stefan Mård, Conseiller principal, Novozymes A/S (Danmark)</p>	
11:30 – 12:00	<p>Actions entreprises par l'Institut de l'Energie et de l'Environnement de la Francophonie en réponse aux défis mondiaux liés à l'énergie et à l'environnement</p> <p>Fatima Dia Touré, Directrice (IEPF/OIF)</p>	
12:00 – 13:00	<p><i>Le point de vue des bailleurs de fonds sur les investissements dans les énergies renouvelables : contraintes et opportunités</i></p> <p>Mark Buiting, FMO</p> <p>Monique Koning, Chef d'Unité chargée du financement de projets et des garanties, BEI</p> <p><i>"La politique tarifaire de soutien aux énergies renouvelables : le dispositif le plus efficace pour accroître la part des énergies renouvelables" –</i></p> <p>Ansgar Kiene, Directeur, World Future Council Africa et Coordonnateur, African Renewable Energy Alliance (AREA)</p> <p>Mark Buiting, FMO</p>	
13:00 – 14:30	<i>Déjeuner</i>	
14:30 – 16:30	Débat sur des questions préparées à l'avance par BizClim après consultation avec les intervenants	
16:30 – 16:45	<i>Pause café</i>	
16:45 – 17:45	Conclusions & recommandations	
17:45 – 18:00	Observations finales	

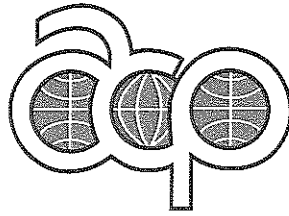
JOUR 2

Positions des régions concernant les prochaines négociations sur la mise en œuvre de la Convention-cadre sur le changement climatique à Durban		
MARDI 15 novembre 2011		
09:00 – 09:15	Remarques liminaires et présentation du programme de la 2 ^e journée	
09:15 – 10:55	Principales questions et positions de la région Afrique <ul style="list-style-type: none"> – Exposé du Directeur du Centre africain des politiques climatiques (30 min) – Contributions de 2 hauts fonctionnaires de cette région (2 x 20 min) – Débat (30 min) 	
10:55 – 11:10	<i>Pause café</i>	
11.10 – 12.50	Principales questions et positions de la région Pacifique <ul style="list-style-type: none"> - Exposé du Directeur du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (30 min) – Contributions de 2 hauts fonctionnaires de cette région (2 x 20 min) – Débat (30 min) 	
12:50 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>	
14:00 – 15:45	Principales questions et positions de la région Caraïbes <ul style="list-style-type: none"> – Exposé du Directeur du Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (30 min) – Contributions de deux hauts fonctionnaires de cette région (2 x 20 min) – Débat (35 min) 	
15:45 – 16:00	<i>Pause café</i>	
16:00 – 17:00	Position de l'UE, notamment sur les questions présentant un intérêt pour les Etats ACP <ul style="list-style-type: none"> – Exposé d'un représentant de la DG CLIMA (30 min) – Débat (30 min) 	
17:00 – 17:30	Présentation des conclusions du séminaire FERN-EGMONT-UNRIC sur les forêts et le changement climatique	
17:30 – 17:45	Conclusions de la 2 ^e journée	

JOUR 3

Harmonisation des positions régionales MERCREDI 16 novembre 2011		
09:00 – 09:15	Remarques liminaires et présentation du programme de la 3 ^e journée	
09:15 – 09:45	Exposé du coordonnateur pour l'Afrique des négociations sur le changement climatique	
09:45 – 10:15	Exposé du coordonnateur pour les PEID des négociations sur le changement climatique	
10:15 – 10:45	Exposé du Directeur du South Centre	
10:45 – 11:05	<i>Pause café</i>	
11:05 – 11:30	Aperçu général des domaines thématiques qui, au vu des conclusions de la 2 ^e journée et de la matinée de la 3 ^e journée, présentent un intérêt commun pour l'ensemble du Groupe ACP et appellent un examen plus approfondi.	
11:30 – 12:30	Discussion sur les différents domaines thématiques évoqués ci-dessus	
12:30 – 14:00	<i>Pause déjeuner</i>	
14:00 – 16:00	Discussion sur les différents domaines thématiques évoqués ci-dessus (suite)	
16:00 – 16:15	Pause café	
16:15 – 17:15	Discussions sur les différents domaines thématiques évoqués ci-dessus (suite)	
17:15 – 17:45	Conclusions générales de l'atelier à l'issue de ces trois journées	
17:45 – 18:15	Clôture de l'atelier	

Groupe des Etats d'Afrique
des Caraïbes et du Pacifique
(Groupe ACP)



African, Caribbean and
Pacific Group of States
(ACP Group)

REFERENCE

ACP/84/044/11
SEDT/CL/fk
Tr:RFB/Rév:DN

Bruxelles le 7 octobre 2011

Conférence sur les énergies renouvelables
Note de concept

Conférence sur les énergies renouvelables

Note de concept

Le Secrétariat ACP organisera, le 14 novembre 2011, une conférence tous-ACP d'une journée sur les énergies renouvelables et le changement climatique, à la Maison ACP à Bruxelles (Belgique).

Cette conférence a pour objectifs de faciliter les échanges de vues, d'informations et de bonnes pratiques en matière de promotion des énergies renouvelables, d'encourager l'instauration de partenariats dans ce domaine et de formuler des recommandations pour une exploitation efficace des possibilités d'investissements et l'optimisation des avantages liées aux énergies renouvelables pour les pays ACP. L'organisation de cette conférence est considérée comme essentielle pour la diffusion de connaissances, d'informations et d'expériences dans l'ensemble des régions ACP.

Contexte

Bien que les progrès dans les négociations mondiales sur le climat soient excessivement lents et inégaux, des avancées significatives ont été réalisées sur certains aspects en dehors de ce cadre. Ainsi, les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables ont atteint, en 2010, le niveau record de 211 milliards \$, et l'on assiste à un accroissement des montants investis en Afrique. Ce chiffre exceptionnel s'explique d'une part, par l'octroi d'un financement au titre de la mise en œuvre de mesures d'incitation dans le secteur et, d'autre part, par l'adoption de politiques intelligentes telles que l'instauration de tarifs de rachats et l'identification des objectifs.

Des améliorations significatives sont également constatées en ce qui concerne les niveaux des investissements et, surtout, la compétitivité des coûts par rapport aux sources d'énergie conventionnelles. La création de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (AIER), dont le siège se trouve à Abu Dhabi, (<http://www.irena.org>), témoigne par ailleurs du nouvel engouement pour les énergies renouvelables. La Convention des Nations Unies sur le changement climatique qui aura lieu à Durban vers la fin de l'année et la Conférence Rio+20 prévue au Brésil en 2012 ouvrent d'intéressantes perspectives en termes d'accélération et de renforcement de cette transition positive vers des économies plus vertes et plus durables.

Toutefois, les questions liées à la satisfaction des besoins énergétiques et aux défis de l'accès à l'énergie et de la sécurité énergétique restent extrêmement importantes pour les pays ACP, eu égard notamment à la nécessité d'atténuer les effets néfastes de l'insécurité de l'approvisionnement et de la dégradation de l'environnement. A cet égard, il est essentiel de renforcer les cadres stratégiques nationaux, régionaux et continentaux, de façon à promouvoir l'investissement et à assurer une utilisation durable des énergies renouvelables. Or, les priorités politiques des gouvernements, leurs stratégies en matière d'énergie, d'électricité et de changement climatique, ainsi que leur capacité à les mettre en œuvre constituent encore de sérieux obstacles à l'exécution des projets dans le domaine des énergies renouvelables. Il convient dès lors de sensibiliser et d'informer les gouvernements sur la situation actuelle du secteur des énergies renouvelables dans le monde, et de les aider à établir des cadres pour son développement.

Participants

Près de 200 personnes, notamment des acteurs clés du secteur venant de toute l'Europe et des pays ACP, ainsi que des représentants d'organisations régionales, d'autres organisations partenaires pertinentes et de sociétés privées participeront à la Conférence. Y seront également représentés:

des gouvernements : ambassades établies à Bruxelles et Communautés économiques régionales (CER);

des agences: Conseil mondial pour les énergies renouvelables, Agence internationale pour les énergies renouvelables (AIER), notamment;

des associations: Association pour les énergies renouvelables en Afrique (AERA), Association pour l'énergie éolienne en Afrique (AfriWEA);

des programmes: Ecometrix (Afrique du Sud);

des institutions financières: Banque européenne d'investissement (BEI) notamment;

des institutions de financement des entreprises: E+CO & FMO, GDF Suez, Schneider Electric Energy Access et Phillips;

des bailleurs de fonds: Commission européenne et PEER; et

des sociétés: Alterra Power (Canada), Renewable Energy Ventures (Kenya), HELIOS Énergie (France) et Eisewedy (Égypte).

Programme

La veille de la Conférence, il est prévu d'organiser un dîner réseautage au cours duquel près de 25 participants, dont les orateurs principaux et les organisateurs, mettront au point les dispositions nécessaires au bon déroulement des travaux. Ils veilleront notamment à la pertinence des recommandations qui seront faites et prépareront le suivi de leur mise en œuvre.

Au cours de cette conférence d'une journée, les orateurs principaux présenteront leurs communications qui seront suivies de séances de questions-réponses. L'après-midi sera consacrée à une table ronde au cours de laquelle les participants débattront d'un certain nombre de thématiques importantes et entérineront un ensemble de recommandations.

A l'issue de la Conférence, les experts élaboreront un compte rendu succinct des travaux (rédigé en anglais et traduit en français), ainsi qu'un plan d'action et une feuille de route détaillés et concrets pour la promotion de partenariats dans le domaine des nouvelles sources d'énergie dans les pays ACP et une approche judicieuse face au changement climatique. Ces documents seront publiés sous forme de brochure en anglais et en français.

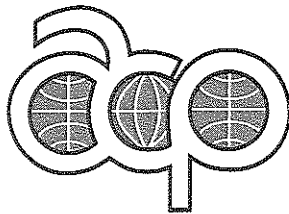
A propos du Secrétariat

Le Secrétariat ACP, dont le siège se trouve à Bruxelles, assure la gestion administrative du Groupe des États ACP. Il assiste les instances de décision et les organes consultatifs ACP dans l'exécution de leurs tâches.

A propos de BizClim

La Facilité Climat des affaires (BizClim) ACP est un programme du Secrétariat ACP financé par l'Union européenne dans le cadre du 10^{ème} Fonds européen de développement (FED). Elle a pour but de promouvoir un climat propice aux affaires et aux investissements dans les pays et régions ACP.

Groupe des Etats d'Afrique
des Caraïbes et du Pacifique
(Groupe ACP)



African, Caribbean and
Pacific Group of States
(ACP Group)

ACP/84/048/11

Bruxelles le 7 octobre 2011

REFERENCE DEDC/CL/fk
Tr:RFB/Rév:DN

**Réunion préparatoire à la COP17 de la CCNUCC prévue à Durban
Note de concept**

Réunion préparatoire à la COP17 de la CCNUCC prévue à Durban

Note de concept

Contexte

Les principaux résultats de la 16^{ème} Conférence annuelle des Nations Unies sur le Climat (COP16) tenue à Cancun en 2010 ont été intégrés dans les "Accords de Cancun". Ces accords, considérés dans l'ensemble comme positifs, marquent une étape importante dans l'approche actuelle de la communauté internationale à l'égard du changement climatique. Au plan mondial, ils ont permis de relancer le processus engagé aux Nations-Unies, tout en mettant en évidence l'importance des autres initiatives complémentaires; de confirmer l'abandon de l'approche "de bas vers le haut" au profit d'une stratégie de "haut vers le bas"; d'ouvrir de nouvelles perspectives en termes de partenariat public-privé (en particulier dans les domaines de la finance et de la technologie); de démontrer encore une fois qu'un accord mondial final et global nécessitera un processus long et itératif; et de donner une nouvelle tonalité au discours de la communauté internationale sur les actions en matière climatique, qui met en avant non plus des considérations telles que les coûts et la répartition de la charge, mais les perspectives offertes. Il reste toutefois beaucoup à faire. En effet, les modalités de mise en œuvre des mécanismes proposés et le contenu concret des accords de base restent encore à préciser .

Il convient de reconnaître que tout au long de l'année, les discussions sur les prochaines étapes des négociations mondiales et les modalités à adopter pour la mise en œuvre des différents mécanismes et processus préconisés dans les Accords de Cancun se sont poursuivies entre l'ensemble des parties, tant au plan national que régional. D'ailleurs, bon nombre d'entre elles ont déjà arrêté des positions fermes ou provisoires sur l'ensemble ou une partie des problématiques figurant à l'ordre du jour de la COP17 de Durban.

A cet égard, la Secrétaire exécutive de la CCNUCC a récemment déclaré qu'elle était convaincue que les parties pourront réaliser des avancées significatives dans les négociations sur le climat, pour autant qu'à Durban elles parviennent à régler les quatre questions fondamentales suivantes:

1. la question de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, qui est éminemment politique;
2. la définition des modalités pour l'examen de la pertinence de l'objectif mondial à long terme, prévu en 2013;
3. la clarification des conditions de financement de la lutte contre le changement climatique, en ce qui concerne notamment l'approbation de la première phase de la mise en place du Fonds vert pour le climat et l'accroissement de sa dotation à hauteur de 100 milliards \$ US;
4. la mise en œuvre du nouveau mécanisme pour la technologie et la mise en place effective du Comité d'adaptation.

Les différents points inscrits aux ordres du jour provisoires des principaux organes de la CCNUCC, à savoir le COP17, le CMP7, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA), ont tous un rapport avec les questions fondamentales susmentionnées.

Objectifs et résultats escomptés

Les réunions préparatoires à la COP17 organisées par le Secrétariat ACP à l'intention de ses États membres s'étaleront sur deux jours. Elles ont essentiellement pour objectifs de faciliter les échanges de vues et de positions entre les États membres et régions ACP, et de fournir des informations de première main sur la position que l'UE devrait adopter lors de la prochaine session de négociation. Afin d'atteindre le premier objectif, d'éminents experts techniques spécialistes du changement climatique, des décideurs et des négociateurs venant des différents groupes et régions ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique et PEID) ont été invités à venir présenter un état des lieux du processus de formulation des positions et des points de vue, et à exposer leurs propres positions à l'ensemble des participants. Après chaque intervention, ces derniers disposeront d'un temps suffisant pour engager des discussions. Concernant le deuxième objectif, un représentant de la DG CLIMA présentera les grandes lignes de la position de l'UE, en accordant une attention particulière aux questions présentant un intérêt pour le Groupe des États ACP.

Un récapitulatif des principaux résultats sera proposé le deuxième jour des travaux, à l'issue des communications et des discussions, et probablement juste avant la pause-déjeuner. L'accent sera alors mis sur les points de convergence et de divergence, ainsi que les possibilités d'harmonisation des différentes positions. Après la pause-déjeuner, des débats structurés seront engagés sur des questions d'intérêt et de préoccupation majeurs, donc suffisamment importantes pour justifier un examen plus approfondi.

Ces débats devraient déboucher sur un plan directeur pour l'élaboration d'une position commune ACP pouvant servir de document de base pour les sessions de négociation et les débats ultérieurs qui seront menées non seulement à Durban, mais également et notamment lors des Sommets du G-77.